

1920

Cette traduction a paru dans le numéro 46 (première année) du Bulletin communiste, 2 décembre 1920, avec comme titre « Pour un parti communiste – Lettre de Léon Trotsky à un syndicaliste français ». Corrections d'après le [texte russe](#).

Lettre à un syndicaliste français à propos du parti communiste

Léon Trotsky

31 juillet 1920

Cher, ami,

Le caractère politique et la constitution de ses partis vous font douter de la 3^e Internationale. Votre crainte est de voir le mouvement syndicaliste français tomber à la remorque d'un parti politique. Laissez-moi vous faire part de mes idées à ce sujet.

Avant tout, je dois vous dire que le mouvement syndicaliste français, dont l'indépendance vous préoccupe, se trouve d'ores et déjà à la remorque d'un parti politique. Certes, ni [Jouhaux](#), ni ses plus proches lieutenants, [Dumoulin](#), [Merrheim](#) et autres ne sont encore députés, ils n'appartiennent encore à aucun des partis parlementaires. Mais c'est affaire tout simplement de division du travail. Au fond, Jouhaux mène dans le domaine syndicaliste une politique d'accord avec la bourgeoisie, absolument identique à celle que mène le socialisme français, type [Renaudel-Longuet](#), dans le domaine parlementaire. Si on exigeait de la direction actuelle du Parti socialiste français qu'elle traçât un programme à la Confédération Générale du Travail et qu'elle nommât son personnel directeur, il n'y a pas l'ombre d'un doute : le Parti socialiste français sanctionnerait le programme actuel de Jouhaux-Dumoulin-Merrheim et laisserait ces messieurs aux postes qu'ils occupent. Si l'on envoyait Jouhaux et consorts siéger au Parlement et si l'on plaçait Renaudel et Longuet à la tête de la C. G. T., ce déplacement ne modifierait en rien la vie intérieure de la France, ni le sort de la classe ouvrière française. Vous êtes obligé vous-même d'en convenir.

Le tableau qui vient d'être esquissé prouve précisément qu'il ne s'agit pas de parlementarisme ou d'antiparlementarisme, ni non plus d'adhésion formelle à un parti. Les vieilles étiquettes se sont effacées et ne répondent plus au contenu nouveau. L'antiparlementarisme de Jouhaux ressemble comme deux gouttes d'eau au crétinisme parlementaire de Renaudel. Le syndicalisme officiel d'aujourd'hui a beau renier — par tradition — tout parti, la politique de parti, etc..., le fait est que les partis bourgeois de France ne peuvent souhaiter de meilleurs représentants à la tête du mouvement syndicaliste français que Jouhaux, de même qu'ils ne peuvent souhaiter de meilleurs parlementaires « socialistes » que Renaudel et Longuet.

Certes, ces partis bourgeois ne leur ménagent pas les injures. Mais c'est uniquement pour ne pas ébranler définitivement leur crédit dans le mouvement ouvrier. L'essentiel n'est ni le parlementarisme, ni le syndicalisme — l'essentiel, c'est le caractère de la politique suivie par l'avant-garde de la classe ouvrière tant au parlement que par l'organe des syndicats. Une politique vraiment communiste, c'est-à-dire une politique ayant pour but de renverser la domination de la bourgeoisie et de l'Etat bourgeois, trouvera son expression révolutionnaire dans toutes les manifestations vitales de la classe ouvrière, dans toutes les associations, institutions et organes où pénètrent les représentants de cette classe : syndicats, meetings, presse, partis communistes, sociétés révolutionnaires secrètes travaillant l'armée ou préparant l'insurrection, tribune parlementaire même, si les travailleurs avancés envoient au parlement d'authentiques représentants révolutionnaires.

Le but de la classe ouvrière, c'est de chasser du pouvoir la bourgeoisie, de détruire ses instruments d'oppression et de contrainte, de créer ses propres organes de dictature ouvrière afin d'écraser la résistance de la bourgeoisie et de transformer le plus rapidement possible tous les rapports sociaux dans le sens communiste. Celui qui, sous prétexte d'anarchisme, n'admet pas ce but — *la dictature du prolétariat* — n'est pas un révolutionnaire, mais un petit bourgeois grognon. Pour celui-là pas de place parmi nous. D'ailleurs, nous aurons à revenir plus tard sur ce sujet.

Ainsi, la tâche du prolétariat consiste à détruire le régime bourgeois au moyen de la dictature révolutionnaire. Mais, comme vous le savez, au sein même de la classe ouvrière, tous les éléments ne sont pas également conscients. Le but à atteindre par la révolution n'apparaît clairement dans toute son ampleur qu'à la minorité révolutionnaire la plus consciente du prolétariat. Ce qui fait la force de cette minorité, c'est que plus elle agit avec fermeté, résolution et assurance, plus elle trouve de soutien dans la masse ouvrière innombrable demeurée en arrière. Mais pour que ces millions d'ouvriers retenus artificiellement par le capitalisme, l'église, la démocratie, etc., dans la vase des préjugés, ne dévient pas de la route et trouvent l'expression qui convient vraiment à leurs aspirations intégrales, il est indispensable que la classe ouvrière ait à sa tête, dans toutes les manifestations

de sa vie les meilleurs et les plus conscients de ses membres et que ces derniers demeurent inébranlablement fidèles à leur drapeau, prêts, s'il le faut, à donner leur vie pour la cause.

Syndicalistes révolutionnaires de France, votre point de départ était bon, quand vous constatiez que, seuls, les syndicats embrassant les grandes masses ouvrières ne suffisent pas pour faire la révolution et qu'il faut une minorité directrice pour éduquer cette masse et lui fournir, dans chaque cas, un programme d'action concret, net et précis.

Comment doit être composé ce groupe d'initiative ? Il est clair qu'il ne peut être constitué par un groupement professionnel ou territorial. Il ne s'agit pas de métallurgistes, de cheminots, ni de menuisiers avancés, mais des membres les plus conscients du prolétariat de tout un pays. Ils doivent se grouper, élaborer un programme d'action bien défini, cimenter leur unité par une rigoureuse discipline intérieure, et s'assurer ainsi une influence directrice sur toute l'action militante de la classe ouvrière, sur tous les organes de cette classe, et avant tout sur les syndicats.

Comment appellerez-vous cette minorité directrice du prolétariat groupée en un bloc homogène par le programme communiste et brûlant d'entraîner la classe ouvrière à l'assaut décisif de la citadelle capitaliste ? Nous l'appelons le *parti communiste*.

Mais alors, direz-vous, ce parti n'a rien de commun avec le parti socialiste français actuel ? C'est absolument vrai. Et c'est précisément pour établir bien nettement la différence que nous ne parlons pas de parti socialiste, mais de parti communiste.

— Néanmoins, vous parlez de *parti* ?

— Oui, nous parlons de parti. Bien sûr, on peut démontrer, non sans succès, que le mot même de parti est fortement compromis par les parlementaires, les bavards professionnels, les charlatans petits-bourgeois et autres du même acabit.

Mais ces inconvénients n'affectent pas seulement les partis politiques.

Nous avons déjà reconnu ensemble que les organisations professionnelles (syndicats français, trade-unions anglaises, Gewerkschaften allemands) se sont passablement compromises, elles aussi, par suite du rôle honteux que leurs leaders ont joué pendant la guerre et continuent, pour la plupart, à jouer. Et pourtant, ce n'est pas encore une raison suffisante pour renoncer à l'emploi du mot « syndicat ». D'ailleurs, vous en conviendrez, ce qui importe n'est pas la terminologie, mais la nature des choses. Sous le nom de parti communiste, nous comprenons l'union de l'avant-garde du prolétariat en vue de la dictature du prolétariat et de la révolution communiste.

Les arguments invoqués contre la politique et contre le parti cachent très souvent une méconnaissance anarchiste du rôle de l'Etat dans la lutte des classes. Proudhon disait que l'atelier ferait disparaître le gouvernement. Ce n'est vrai qu'en un sens : la société future sera un formidable atelier libéré du principe gouvernemental, puisque le gouvernement ou l'Etat n'est que l'appareil de contrainte de la classe dominante et que dans la société communiste il n'y aura plus de classes. Mais toute la question est de savoir par quel chemin nous arriverons à la société communiste. Proudhon pensait que nous y arriverions par la voie de l'association. L'atelier ferait disparaître peu à peu le capitalisme et l'Etat. Cela, l'événement l'a montré, c'est la plus pure des utopies : c'est l'atelier qui a disparu devant l'usine monstre et par-dessus ses ruines s'est élevé le trust monopolisateur. Les syndicalistes français croyaient et nombre d'entre eux le croient encore, que les syndicats supprimeraient la propriété capitaliste et détruiraient l'Etat bourgeois. C'est faux. Les syndicats apparaissent comme un puissant appareil de grève générale, parce que les méthodes et procédés de la grève générale coïncident avec les méthodes et procédés des organisations syndicales. Mais pour que la grève devienne vraiment générale, il est nécessaire d'avoir une « minorité initiatrice » qui de jour en jour, d'heure en heure, fasse l'éducation révolutionnaire des masses. Il est évident que cette minorité ne doit se grouper ni par métier, ni par profession, mais sur la base d'un programme déterminé d'action révolutionnaire prolétarienne. Or, comme nous l'avons déjà dit, ce n'est là autre chose que le parti communiste.

Mais pour renverser la domination de la bourgeoisie, la grève générale, qu'il est tout indiqué de réaliser par l'appareil des syndicats, ne suffit pas¹. La grève générale est une arme bonne pour la défense et non pour l'attaque. Or, ce que nous voulons, c'est renverser la bourgeoisie et lui arracher des mains la machine gouvernementale. La bourgeoisie, représentée par son Etat, s'appuie sur l'armée. Seule l'insurrection armée, mettant le prolétariat face à face avec l'armée, porte à ses éléments contre-révolutionnaires des coups mortels et gagne à sa cause la meilleure partie de cette armée ; seule l'insurrection armée du prolétariat est en mesure de le rendre maître de la situation dans le pays. Mais pour la réussite de l'insurrection, il faut une préparation énergique et acharnée : propagande, organisation, préparation technique. Il faut à tout moment dénoncer les crimes et les vilenies de la bourgeoisie dans tous les domaines de la vie sociale : politique internationale, atrocités coloniales, despotisme intérieur de l'oligarchie capitaliste, bassesses de la presse bourgeoise, voilà les matériaux d'un réquisitoire vraiment révolutionnaire dont il faut savoir tirer toutes les conséquences révolutionnaires qui en découlent. Or, ces thèmes sortent des cadres de l'organisation syndicale et de son rôle.

Parallèlement à cette préparation, on devra procéder à la création de points d'appui organisés pour l'insurrection du prolétariat. Il faut que dans tout syndicat local, dans chaque usine, chaque atelier, il y ait un groupe d'ouvriers liés indissolublement par une idée commune et capables au moment décisif, par leur

action unanime, d'entraîner la masse avec eux, de lui montrer la bonne route, de la préserver des erreurs et de lui assurer la victoire. Il faut pénétrer dans l'armée. Dans chaque régiment doit exister un groupe solide et cohérent de soldats révolutionnaires prêts et résolus, au jour de la rencontre avec le peuple, à passer eux-mêmes du côté des ouvriers et à entraîner tout le régiment avec eux. Ces groupes de prolétaires révolutionnaires cimentés par l'idée, liés par l'organisation, ne pourront agir avec plein succès que s'ils sont les cellules d'un parti communiste unifié et centralisé. Si nous réussissions à avoir dans les diverses institutions gouvernementales et, notamment, dans les institutions militaires, des amis sûrs, avoués ou secrets, au courant de toutes les affaires, intentions et machinations des cliques dirigeantes, nous renseignant à temps sur tout, il est manifeste que nous ne pourrions qu'y gagner. De même, ce ne sera pour nous qu'une force de plus si nous réussissons à envoyer au Parlement bourgeois ne fût-ce qu'une poignée de militants fidèles et dévoués à la cause de la révolution communiste, en contact étroit avec les organes légaux et illégaux de notre Parti, strictement subordonnés à la discipline du Parti, jouant le rôle d'éclaireurs du prolétariat révolutionnaire au parlement, cet état-major politique de la bourgeoisie, et prêts à tout moment à quitter la tribune parlementaire pour la barricade.

Bien sûr, cher ami, ces ouvriers ce ne sont ni Renaudel, ni [Sembat](#), ni Varenne. Mais n'avons-nous pas connu [Karl Liebknecht](#) ? Lui aussi était membre du Parlement. La canaille capitaliste et social-patriote étouffait sa voix. Mais les quelques paroles d'accusation et d'appel qu'il put lancer par-dessus la tête des tortionnaires du peuple allemand secouèrent les sentiments et la conscience de centaines de milliers d'ouvriers allemands. Karl Liebknecht descendit du parlement sur la place de Potsdam pour appeler les masses prolétariennes à la lutte. Il quitta la place pour le bagne et le bagne pour les barricades de la révolution. Lui, l'ardent partisan des soviets et de la dictature du prolétariat, il estima ensuite qu'il était nécessaire de participer aux élections à l'Assemblée Constituante allemande. En même temps, il organisait les soldats communistes. Il est tombé à son poste révolutionnaire. Qu'était Karl Liebknecht ? Syndicaliste ? Parlementaire ? Journaliste ? Non, c'était le révolutionnaire communiste qui se frayait sa route vers les masses à travers tous les obstacles. Il s'adresse aux syndicats en démasquant les Jouhaux et Merrheim d'Allemagne. Il dirige l'action du parti dans l'armée en préparant l'insurrection. Il publie des journaux révolutionnaires et des appels légaux et illégaux. Il pénètre dans le Parlement pour servir là aussi la cause qu'aux autres heures de la journée il servait dans les organisations clandestines.

Aussi longtemps que l'élite du prolétariat français n'aura pas fondé un parti communiste centralisé, elle ne s'emparera pas du pouvoir, elle ne supprimera pas la police bourgeoise, le militarisme bourgeois, ni la propriété privée sur les moyens de production. Or, sans ces conditions... l'atelier ne supprimera pas l'Etat. Celui qui, après l'expérience de la révolution russe, ne l'a pas compris, est

perdu sans espoir. Mais, même après que l'insurrection triomphante aura fait tomber le pouvoir entre les mains du prolétariat, celui-ci ne pourra pas immédiatement liquider l'Etat en remettant l'autorité aux syndicats. Les syndicats organisent les couches supérieures de la classe ouvrière par profession et par industrie. Le pouvoir, lui, doit refléter les intérêts et les exigences révolutionnaires de la classe ouvrière. C'est pourquoi l'organe de la dictature du prolétariat, ce ne sont pas les syndicats, mais les soviets élus par tous les travailleurs, et, dans le nombre, par des millions d'ouvriers qui n'ont jamais appartenu à aucun syndicat et qui sont, pour la première fois, réveillés par la révolution.

Mais ce n'est pas tout que former des soviets. Il faut encore que ces soviets aient une politique révolutionnaire déterminée. Il faut qu'ils distinguent nettement les amis des ennemis, il faut qu'ils soient capables d'actions décisives et si les circonstances l'exigent d'action impitoyable. L'exemple de la révolution russe et celui des révolutions hongroise et bavaroise démontrent que la bourgeoisie ne dépose jamais les armes après sa première défaite. Bien au contraire. Dès qu'elle se rend compte de tout ce qu'elle a perdu, son désespoir ne fait que doubler et tripler son énergie.

Régime des soviets veut dire régime de lutte implacable avec la contre-révolution indigène et étrangère. Qui donc donnera aux soviets élus par les ouvriers un niveau de conscience différent, un programme d'action clair et précis ? Qui les aidera à s'orienter dans le dédale de la situation internationale et à trouver la bonne voie ? A coup sûr ce ne peut être que les prolétaires les plus conscients et les plus expérimentés liés indissolublement par l'unité du programme. Et c'est encore une fois le parti communiste.

Quelques simples d'esprit (ou peut-être au contraire quelques fins matois) dénoncent avec horreur que chez nous en Russie le Parti « dirige les soviets et les organisations professionnelles ».

Les syndicats français, disent certains syndicalistes, « réclament leur indépendance et ne souffriront pas que le parti les commande ». Mais comment donc, cher ami — je le répète encore — les syndicats français souffrent-ils la direction de Jouhaux, autrement dit d'un agent manifeste du capital franco-américain ? Leur indépendance formelle ne préserve pas les syndicats français de l'influence de la bourgeoisie. Les syndicats russes ont répudié pareille indépendance, ils ont renversé la bourgeoisie. Et ils y sont parvenus parce qu'ils ont chassé de leurs rangs les sieurs Jouhaux, Merrheim, Dumoulin et les ont remplacés par des combattants fidèles, éprouvés, sûrs, c'est-à-dire par des communistes. Ce faisant, ils n'ont pas assuré seulement leur indépendance contre la bourgeoisie, mais encore leur victoire sur elle.

C'est vrai, notre parti dirige les organisations professionnelles et les soviets. En a-t-il toujours été ainsi ? Pas du tout. Ce poste directeur le parti du prolétariat

l'a conquis au prix d'une lutte incessante contre les partis petits-bourgeois, mencheviks, socialistes-révolutionnaires et contre les neutres, c'est-à-dire les éléments retardataires ou sans principe. Il est vrai, les mencheviks défaits par nous disent que nous nous assurons la majorité par la « violence ». Mais comment se fait-il que les masses laborieuses, qui ont renversé le pouvoir du tsar, puis celui de la bourgeoisie, puis celui des conciliateurs, qui cependant détenaient l'appareil de contrainte gouvernemental, non seulement tolèrent présentement le pouvoir et la « contrainte » du parti communiste dirigeant les soviets, mais entrent encore dans nos rangs en nombre toujours plus grand ? Cela s'explique exclusivement par ce fait qu'au cours de ces dernières années la classe ouvrière russe a acquis une énorme expérience. Elle a eu la possibilité de vérifier par la pratique la politique des divers partis, groupes ou cliques, de comparer leurs paroles et leurs actes et d'en arriver ainsi, en fin de compte, à cette conclusion que le seul parti demeuré fidèle à lui-même à tous les moments de la révolution, dans les échecs comme dans la victoire, a été et reste encore le Parti Communiste. Aussi quoi de plus naturel, si chaque réunion d'ouvriers, chaque conférence syndicale élit des communistes aux postes les plus importants ? C'est la définition même du rôle directeur du parti communiste.

A l'heure actuelle les syndicalistes révolutionnaires, ou plus exactement, les communistes, tels que [Monatte](#), [Rosmer](#) et autres, constituent une minorité dans le cadre des organisations syndicales. Ils y sont dans l'opposition, ils y critiquent et dénoncent les machinations de la majorité dirigeante qui exprime les tendances réformistes, autrement dit les tendances purement bourgeoises. C'est dans une situation identique que se trouvent les communistes français dans le cadre du Parti Socialiste qui défend les idées du réformisme petit-bourgeois. Monatte et Jouhaux ont-ils une politique syndicaliste commune ? Non pas : ils sont ennemis. L'un est au service du prolétariat, l'autre défend sous une forme déguisée les tendances bourgeoises. Loriot et Renaudel-Longuet ont-ils une politique commune ? Non pas : l'un conduit le prolétariat à la dictature révolutionnaire, l'autre assujettit les masses laborieuses à sa démocratie bourgeoise. Maintenant, qu'est-ce qui distingue la politique de Monatte et celle de [Loriot](#) ? C'est uniquement que Monatte opère de préférence sur le terrain syndical, et Loriot dans les organisations politiques. Mais il ne fait voir que la division du travail. Les syndicalistes vraiment révolutionnaires, de même que les socialistes vraiment révolutionnaires, doivent se grouper dans un même Parti Communiste. Ils doivent cesser d'être l'opposition au sein de partis qui, au fond, leur sont étrangers. Ils doivent sous la forme d'une organisation indépendante, sous le drapeau de la 3^e Internationale, se présenter devant les grandes masses, donner des réponses claires et précises à toutes leurs questions, diriger leur lutte et l'orienter sur la voie de la révolution communiste. Les organisations syndicales, coopératives, politiques, la presse, les cercles clandestins dans l'armée, la tribune parlementaire, les municipalités, etc., etc., ne sont que des variétés d'organisation extérieure, de méthodes pratiques ou de points d'appui. La lutte reste une, par son contenu, quel que soit le domaine dans lequel elle se

produise. L'élément actif dans cette lutte, c'est la classe ouvrière. Son avant-garde directrice, c'est le parti communiste dans lequel les syndicalistes vraiment révolutionnaires doivent occuper la place d'honneur.

Votre L. Trotsky

Moscou, 31 juillet 1920

Note

1 Il faut bien dire cependant que l'histoire a connu des grèves générales déclenchées en l'absence presque totale d'organisations professionnelles, comme la grève d'octobre 1905 en Russie. Et par contre les tentatives de grève générale faites par les syndicalistes français ont toujours jusqu'à présent abouti à des échecs, justement à cause de l'absence en France d'une organisation révolutionnaire directrice (parti communiste), préparant quotidiennement, systématiquement l'insurrection au prolétariat, au lieu de s'essayer de temps en temps à improviser quelque manifestation purement décorative.

